

L'éducation artistique et culturelle à l'école a un rôle important à jouer pour favoriser la réussite de tous et lutter contre le décrochage scolaire.

Parce que la culture doit être au cœur du projet éducatif. Elle permet une **autre fonction de l'école que simplement celle de transmission de savoirs dits « fondamentaux »**. Elle permet la transmission de valeurs, fondamentales pour la formation de citoyens éclairés et tolérants

Parce que la culture peut être un premier facteur **d'émancipation individuelle et collective**.

Enfin, par ce que la culture **participe activement à la réussite scolaire**, en permettant l'acquisition de compétences nouvelles, en stimulant le goût pour des nouvelles connaissances. Elle permet des innovations pédagogiques, notamment par l'usage des nouvelles pratiques numériques.

C'est pourquoi, la présence de l'art et de la culture à l'école, que ce soit à travers l'éducation ou la pratique artistique, doit avoir toute sa place dans le projet de refondation de l'Ecole.

Cela doit s'axer autour des plusieurs points :

- Priorité doit être donnée **au temps scolaire**, pour que la culture entre dans les savoirs fondamentaux, essentiels à la constitution de citoyens éclairés. Il faut dépasser la césure entre les arts dits « épanouissants » et les arts « servants les apprentissages »
- L'éducation artistique et culturelle doit être un fil conducteur suivi et régulier durant toute la scolarité, pour tous les enfants.
- La culture doit s'articuler autour d'un trypique pour permettre l'interaction et dépasser la rupture entre culture savante et pratique culturelle : observation, acquisition de connaissances et pratique.
 - **L'enseignement de l'histoire des arts** et l'enseignement des bases de certaines disciplines artistiques qui seront plus clairement identifiés dans les programmes : arts plastiques, musique, en particulier chant choral.
 - **La pratique artistique**, notamment, dans une logique de projet, en contact avec les artistes et les lieux culturels, de manière suivie, sur l'année scolaire ou sous forme de classes transplantées.
 - **La médiation culturelle** : fréquenter et appréhender les œuvres, le patrimoine, les lieux de diffusion et de représentation, les musées, etc.

Enfin, cette mise en place de politique publique doit nécessairement se faire dans le cadre de coopération entre les pouvoirs publics et en concertation avec les professionnels de la culture.

Il ne s'agit pas de rajouter mécaniquement de nouveaux dispositifs, ni d'empiler des actions, mais plutôt de renforcer l'existant et de mettre en place une coordination locale et nationale pour mieux déployer les actions.

C'est pour toutes ces raisons qu'Arcadi, EPCC de la Région Ile-de-France et de l'Etat, déploie, depuis 2011, un dispositif de médiateur culturel dans les lycées.

Vous trouverez ci-dessous la présentation du projet ainsi que ses perspectives de développement futur.

Des médiateurs culturels dans les établissements scolaires à la rentrée 2011

La culture, sous toutes ses formes, est un élément fort d'éducation et d'émancipation pour les jeunes. Leur permettre d'exprimer leur créativité, les mettre en relation avec les artistes et les œuvres, c'est participer à leur construction personnelle et sociale et donc contribuer à leur réussite.

Les lycées sont des lieux de culture privilégiés de par l'ensemble des contenus qui y sont enseignés.

En complément de ces enseignements, la région Ile-de-France a initié de nombreux dispositifs d'action culturelle qui portent tous la priorité d'accès à la culture des jeunes et particulièrement des lycéens.

Pour permettre un meilleur déploiement de ces aides, pour initier et soutenir la réalisation de projets culturels, pour accompagner les jeunes et les enseignants dans leurs démarches, la région Ile-de-France met en place des médiateurs culturels dans les établissements scolaires dès la rentrée 2011.

La Région Ile-de-France a confié à ARCADI, établissement public de coopération culturelle créé par la Région Île-de-France, le pilotage de ce dispositif de médiateurs culturels.

Ce dispositif sera mis en place, à titre expérimental, sur la 1^{ère} année avec 11 médiateurs dans 35 lycées et 2 médiateurs pour deux universités.

En fin d'année, une évaluation permettra de valider la pertinence de cette action avant d'en envisager la pérennisation et le déploiement.

Les médiateurs

Les médiateurs ont pour objectifs d'accompagner et de soutenir les projets et dispositifs culturels mis en œuvre par la Région, les autres collectivités et la puissance publique en faveur des jeunes et des enseignants.

Ils auront pour principales missions de :

- Mettre les différents porteurs de projets en relation avec les structures culturelles
- Soutenir, initier ou animer des projets culturels au sein de l'établissement en s'appuyant sur les dispositifs culturels initiés par la Région, les autres collectivités et la puissance publique.
- Guider et soutenir, dans le cadre des associations lycéennes, les projets culturels des élèves

Concernant les médiateurs intervenant dans l'enseignement supérieur, les objectifs seront également d'accompagner la mise en place des maisons de l'étudiant financées par la Région Ile-de-France. Dans ces lieux, voulus comme des endroits de socialisation, il s'agira d'animer un volet d'actions artistiques et culturelles.

Sous l'autorité du chef d'établissement et en lien avec le référent culture, les médiateurs en lycée auront chacun 3 établissements en charge afin de territorialiser et mutualiser leurs actions ; les médiateurs en université seront rattachés à un seul établissement.

La réussite de ce dispositif repose largement sur la compétence de ces médiateurs. Il s'agit de profils généralistes, issus des secteurs de la culture ou de l'animation, dont la force résidera dans leur aptitude à coordonner, initier, mettre en relation, animer.

Le recrutement de ces 13 médiateurs est prévu pour la fin septembre. Pour pouvoir être pertinents dans leurs actions, les médiateurs bénéficieront d'une formation avant d'intervenir dans leurs établissements.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT 2012 - 2015

Les enseignements de l'expérimentation de la mission Médiateur culturel permettent d'affirmer que ce dispositif répond à de vrais besoins et à des besoins très divers; que les médiateurs apportent un nouveau regard et développent de nouveaux projets et de nouvelles actions dans les lycées et que leurs liens avec les structures culturelles permettent le nécessaire ancrage territorial des établissements scolaires.

Il a par ailleurs été noté qu'il était nécessaire de procéder à des ajustements pour consolider ces atouts : affirmer le marqueur culturel et développer la concertation avec l'éducation nationale.

Concernant le déploiement du dispositif, nous maintenons le principe d'un médiateur pour 3 lycées. En posant comme objectif d'implanter un médiateur culturel dans les lycées relevant des dispositifs d'aide spécifiques de la Région (dotation financière de solidarité) et du ministère de l'éducation nationale (ancienne catégorie ZEP), ainsi que certains établissements demandeurs, nous estimons à 200 le nombre de lycées bénéficiaires.

Ces éléments nous amènent à préconiser un développement de la mission Médiateur culturel sur 4 ans en passant par une année de consolidation qui permettra d'ajuster son articulation avec l'éducation nationale afin de garantir avant un déploiement quantitatif conforté.

Il est donc proposé la mise en œuvre suivante :

Rentrée 2012 : Maintien du même nombre de médiateurs culturels et d'établissements accueillant soit 13 médiateurs pour 32 lycées et 2 universités, année de consolidation.

Rentrée 2013 : recrutement de 17 médiateurs supplémentaires soit une équipe de 30 médiateurs pour 84 lycées et 2 universités

Rentrée 2014 : recrutement de 20 médiateurs supplémentaires soit une équipe de 50 médiateurs pour 141 lycées et 3 universités

Rentrée 2015 : recrutement de 20 médiateurs supplémentaires soit une équipe de 70 médiateurs pour 201 lycées et 3 universités. Dès l'année 2015, les établissements ciblés accueilleront donc tous un médiateur.

Cette mise en œuvre repose sur 3 axes de travail principaux : la concertation et le développement de l'articulation avec l'éducation nationale ; une mise en valeur de la mission; une anticipation du processus de développement.

1 – L'articulation de la mission avec l'éducation nationale

L'articulation de la mission Médiateur culturel est indispensable à son développement et doit être travaillée sur différents plans :

- **Une prise de poste des médiateurs en concordance avec le fonctionnement et le rythme de l'éducation nationale**

Arcadi réembauchera donc dès le 27 août la même équipe de médiateurs pour qu'ils soient présents dans les établissements scolaires dès les réunions de pré-rentrée. Par ailleurs, ils seront embauchés en CDI de façon à permettre une continuité dans la collaboration avec les différents acteurs des lycées (équipes pédagogiques comme lycéens) et à être en adéquation avec la politique salariale d'Arcadi basée sur la stabilité de l'emploi.

- **L'ajustement de la fonction de médiateur culturel**

Pour viser à la complémentarité de la mission des médiateurs culturels avec les autres acteurs des établissements scolaires (référént culture, documentaliste et conseiller principal d'éducation tout particulièrement), Arcadi a re-rédigé en concertation avec les rectorats et les différents services de la région la convention qui lie le médiateur à l'établissement ainsi que la lettre de mission.

Cette lettre de mission pose notamment clairement le positionnement hiérarchique, les attendus et donne des pistes visant à faciliter la mission des médiateurs dans les établissements (invitation au CVL, conseil pédagogique, réunion d'enseignant, lieu de travail en visibilité, etc.).

- **L'implication des rectorats dans le suivi et le développement de la mission**

En parallèle de la tenue régulière du comité de suivi composé des rectorats et des services de la région, Arcadi renforce la coopération avec les trois académies qui présentent chacune des contextes différents. Des rendez-vous avec chacune d'entre elles ont été pris de façon à définir de nouvelles modalités de coopération.

Par ailleurs, Arcadi propose d'organiser et animer durant l'année scolaire 2012/2013 des réunions rassemblant les proviseurs des lycées accueillants. Ces réunions permettront, outre la constitution d'un réseau, des temps d'échanges, de réflexion, de pratiques pour accompagner le développement de la mission.

- **La valorisation des enseignements de cette mission au sein d'instances de réflexion régionales et nationales.**

Différentes régions ayant manifesté leur intérêt pour cette expérimentation, Arcadi constituera un groupe de réflexion qui permettra de mutualiser les pratiques participant au développement de cette mission.

Par ailleurs, la présence de la ministre déléguée à la réussite éducative lors de la journée thématique organisée par Arcadi le 31 mai dernier a permis de mettre en partage ce dispositif et d'être ainsi invités à participer aux réflexions ministérielles en cours sur l'éducation artistique et culturelle.

- **La rédaction d'un accord cadre avec l'éducation nationale**

La formalisation de la mission des médiateurs culturels, les nouvelles formes de coopération avec les rectorats et la mise en partage de cette expérimentation doit aboutir en 2013/2014 à la rédaction d'un accord cadre avec l'éducation nationale sur des bases qui auront été validées par 2 années d'exercice et d'échanges. Cet accord cadre posera ainsi les bases d'une articulation réfléchie qui permettra le déploiement consolidé de cette mission sur les années suivantes.

Le renforcement du partenariat avec l'Education Nationale ainsi que l'articulation du dispositif avec les actions des rectorats, comme le préconise le rapport d'évaluation réalisé par Asdo, permettrait l'entrée de l'Etat comme partenaire direct de ce dispositif.

2 – La mise en valeur de la mission

Le cadre expérimental de la mission Médiateur culturel induisait une communication réduite de façon à permettre à la région de pouvoir ajuster son initiative.

Dans le processus de développement actuel, il est nécessaire d'informer plus largement tant pour faire connaître la mission au plus grand nombre que pour y valoriser l'image de la Région et le l'Etat.

Dans la continuité de la collaboration entamée avec la direction de la communication de la Région lors de la publication de « L'Étincelle » en mai 2012, nous proposons de mettre en valeur la mission de façon concertée et ce largement sur l'année scolaire 2012/2013.

- Tracts de présentation

Les médiateurs disposeront dès la rentrée de tracts de présentation de leur mission de façon à pouvoir informer le plus grand nombre d'acteurs au sein des établissements.

Un tract ciblé lycéens, tiré à 30 000 exemplaires, et un tract enseignant imprimé à 3 000 exemplaires.

- Une publication spécifique à l'occasion du salon de l'éducation

Le salon de l'éducation en novembre, est le lieu d'une communication régionale importante en direction de tous les acteurs de l'éducation, lycéens et équipes pédagogiques.

Il est nécessaire que cet événement permette également la mise en valeur de la mission Médiateur culturel.

Arcadi prévoit une publication spécifique et l'Unité lycée inscrit la mission dans ses impératifs de communication.

- Le lancement du printemps des lycéens

Il est proposé d'organiser dès le printemps 2013 un premier temps de mise en visibilité de certains des projets accompagnés par les médiateurs culturels. Cet événement régional, dont il s'agira de la première édition, sera élaboré en étroite concertation avec les services de la culture et des lycées de la région de façon à mobiliser l'ensemble des lycéens sur un même temps.

3 - une anticipation du développement

Le développement quantitatif de la mission Médiateur culturel prend effet dès septembre 2013.

Pour en assurer la réussite, il est indispensable d'en anticiper sa mise en œuvre. Le calendrier qui prend en compte les contraintes des différentes parties impliquées est le suivant :

- Novembre/décembre 2012 : définition par les services de la région, en concertation avec les rectorats, des critères permettant le choix des établissements susceptibles d'accueillir un médiateur
- Janvier/février 2013 : sélection des 52 établissements auxquels proposer un médiateur à la rentrée (analyse des demandes des établissements et choix d'établissements ciblés)
- Mars : Envoi d'un courrier signé par les élus à ces établissements faisant état de la proposition
- Mars/Avril : Arcadi contacte et rencontre les établissements pour préparer les conditions nécessaires à l'accueil d'un médiateur dès la pré-rentrée 2013.
- Juin : recrutement des 17 médiateurs supplémentaires. Cette arrivée en juin permet à ces médiateurs de rencontrer les proviseurs et les acteurs ressources de ces 3 établissements, d'accompagner les médiateurs déjà en poste pour une période de découverte, de bénéficier d'un temps de formation et d'être ainsi opérationnels dans leurs établissements dès la pré-rentrée 2013.

Pour les années suivantes, les critères ayant été définis, il s'agira de respecter ce même calendrier qui démarrera au mois de janvier.